

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
des collectivités locales*

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau de la fiscalité locale

Note d'information du 22 juin 2017 relative aux compensations à verser en 2017 aux collectivités territoriales pour les exonérations relatives à la fiscalité locale décidées par l'État

NOR : INTB1718241N

Pièces jointes : 3 annexes.

Cette instruction a pour objet de préciser les différentes compensations à verser en 2017 aux collectivités territoriales et à leurs groupements dotés d'une fiscalité propre en contrepartie des pertes de recettes résultant des exonérations et des allègements de fiscalité locale accordés par le législateur.

*Le directeur général des collectivités locales à Mesdames et Messieurs les préfets de régions
et de départements de métropole et d'outre-mer.*

La présente note d'information a pour objet de présenter les règles relatives aux allocations compensatrices pour 2017 et la procédure de versement à suivre par les services préfectoraux.

Le tableau synoptique des informations utiles à l'élaboration des arrêtés de versement, les tableaux types transmis par les services locaux de la direction générale des finances publiques et l'exemple d'arrêté relatif au versement de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle sont annexés à la présente instruction.

1. Précisions relatives aux compensations d'exonérations pour 2017

1.1. Les évolutions importantes introduites en loi de finances initiale pour 2017 en matière de taux de minoration

Selon leur nature et leur objet, les compensations font partie intégrante ou sont exclues du périmètre des variables d'ajustement de l'enveloppe normée des transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales. La loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 a élargi le champ des compensations d'exonérations sujettes à minoration à toutes les composantes de la dotation pour transferts de compensations d'exonérations (DTCE) de fiscalité directe locale au profit des départements et des régions. En effet, avant le 1^{er} janvier 2017, les anciennes compensations de taxe d'habitation (deuxième alinéa de l'article 21 de la loi de finances pour 1992) et de taxes foncières en Corse (II de l'article 3 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse) et en outre-mer (VII de l'article 5 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer) n'étaient pas soumises à minoration. À compter du 1^{er} janvier 2017, la dotation aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) et la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) des départements et des régions ont été incluses dans le périmètre des variables d'ajustement.

L'article 33 de la loi de finances pour 2017 fixe ainsi, à titre prévisionnel, les montants globaux des compensations jouant le rôle de variables d'ajustement des concours financiers dans l'enveloppe normée et détermine leurs conditions d'évolution en 2017. Il s'agit de montants cibles fixés à l'aide d'un certain nombre de paramètres économiques anticipés qui permettent de déterminer les montants individuels inscrits, pour chaque collectivité, dans les états fiscaux prévisionnels communiqués en mars par la DGFIP.

Le taux de minoration moyen des compensations correspond au ratio entre les montants fixés par l'article 33 de la loi de finances pour 2017 et le montant total versé au titre de l'année 2016 pour l'ensemble de ces compensations soumises à minoration. À ce titre et contrairement aux années précédentes, le législateur a décidé d'instaurer pour 2017 des taux de minoration différenciés selon les dispositifs afin d'éviter que certaines dotations (DTCE, FDPTP et DCRTP) se voient appliquer un taux de minoration trop important.

L'article 33 de la loi de finances pour 2017 susmentionnée prévoit un taux de minoration annuel :

- pour l'ensemble des compensations d'exonération de – 68,88 %;
- pour les FDPTP de – 8,03 %;
- pour la DCRTP et la DTCE des régions de – 9,60 %;
- pour la DCRTP et la DTCE des départements de – 12,12 %.

Le taux de minoration moyen correspond au ratio entre les montants fixés par l'article 33 de la loi de finances pour 2017 et le montant total versé au titre de l'année 2016 pour l'ensemble de ces compensations soumises à minoration. C'est-à-dire que le taux de minoration s'applique à des montants précédemment minorés. Ainsi, le taux annuel de minoration s'additionne aux taux précédents.

De plus, les variables d'ajustement ont vocation à s'adapter à l'évolution tendancielle et à la trajectoire des concours financiers de l'État aux collectivités, ce qui implique l'élargissement certaines années de leur assiette. Ainsi, suivant leur date d'intégration aux variables d'ajustement, les compensations se voient appliquer des taux effectifs différents.

Enfin, pour certaines compensations, le législateur a également fait le choix de figer le taux de minoration. Ces dernières sont donc comprises dans le champ des variables d'ajustement sans faire partie de leur évolution annuelle. C'est notamment le cas cette année avec le gel de la compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés dans un site « Natura 2000 », prévue à l'article 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux. Le taux de compensation est de 22,39 %.

1.2. *Nouveautés en matière d'exonération et de compensation d'exonération*

1.2.1. Exonération de plein droit de la cotisation foncière des entreprises (CFE) applicable aux établissements qui vendent au public des écrits périodiques

Jusqu'en 2016, les communes et les EPCI à fiscalité propre avaient la possibilité d'exonérer de CFE les établissements qui vendent au public des écrits périodiques en qualité de mandataires inscrits au Conseil supérieur des messageries de presse et qui revêtent la qualité de diffuseur de presse spécialiste. L'article 67 de la loi de finances pour 2017 transforme le régime de cette exonération facultative en la rendant désormais applicable de plein droit.

Les délibérations prises antérieurement par les collectivités cessent de produire leurs effets à compter du 1^{er} janvier 2017.

Dans la mesure où les entreprises ont jusqu'au 31 décembre 2017 pour faire leur demande au service des impôts afin de pouvoir bénéficier de l'exonération de CFE au titre des exercices 2017 et 2018, ces dernières bénéficieront en 2017 d'un dégrèvement pris en charge par l'État. Dès lors, au titre de cette même année, l'application de cette mesure n'entraînera pas de baisse de la base nette de CFE des collectivités territoriales concernées.

L'article 67 de la loi de finances pour 2017 prévoit le versement par l'État d'une compensation destinée à compenser les pertes de recettes résultant de l'exonération de CFE et de l'exonération de CVAE prévue par cette disposition. Dans la mesure où les collectivités ne subiront aucune perte de leur produit de CFE en 2017, cette compensation a donc vocation à être versée pour la première fois en 2018.

1.2.2. Possibilité de suppression des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les logements pris à bail et pour les logements acquis en vue de leur location avec le concours financier de l'État ou avec une subvention de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)

En application de l'article 1384 B du CGI, les logements pris à bail, à compter du 1^{er} janvier 2005, dans les conditions fixées par les articles L. 252-1 à L. 252-4 du code de la construction et de l'habitation, sont exonérés de plein droit de TFPB pendant la durée de ce bail.

Par ailleurs, en application de l'article 1384 C du CGI, les logements acquis en vue de leur location avec le concours financier de l'État ou avec une subvention de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine sont exonérés de plein droit de la TFPB pendant une durée de quinze ans à compter de l'année qui suit celle de leur acquisition. La durée de l'exonération étant portée à vingt-cinq ans lorsque la décision de subvention ou de prêt intervient entre le 1^{er} juillet 2004 et le 31 décembre 2018.

L'article 94 de la loi de finances pour 2017 modifie ces deux dispositions en donnant aux communes et aux EPCI à fiscalité propre, sur le territoire desquels les logements locatifs sociaux représentent au moins 50 % des résidences principales, la possibilité de supprimer ces exonérations de plein droit.

Les collectivités pourront mettre en œuvre cette disposition à compter du 1^{er} janvier 2018 en prenant une délibération avant le 1^{er} octobre 2017. Toutefois, cette suppression ne s'applique pas aux logements pris à bail ou aux logements acquis en vue de leur location avant la date à laquelle la délibération de suppression a été prise. Pour ces logements, les exonérations prises antérieurement continuent de s'appliquer pour leur durée initialement prévue.

Dès lors, dans les cas de suppression de ces exonérations par une collectivité, celle-ci continue de percevoir une compensation au titre des logements toujours exonérés.

1.3. *Rappel sur les modalités de calcul des allocations compensatrices de fiscalité locale en cas de modification de périmètre des EPCI à fiscalité propre*

1.3.1. Modalités de calcul des compensations d'exonération en cas de fusion d'EPCI

Lorsque l'EPCI issu de la fusion est à fiscalité additionnelle, il se substitue aux EPCI préexistants pour la perception des compensations d'exonération mentionnées au A du II de l'article 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Lorsque l'EPCI issu de la fusion est à fiscalité professionnelle unique, il se substitue aux EPCI préexistants pour la perception des compensations mentionnées au B du II de l'article 154 précité.

Pour la fiscalité professionnelle de zone et la fiscalité éolienne unique, l'EPCI se substitue aux EPCI préexistants dans les conditions prévues au C du II dudit article 154.

1.3.2. Maintien de la perception par les EPCI issus de fusion de l'intégralité des compensations d'exonérations appliquées aux immeubles rattachés à des entreprises et situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPPV)

Jusqu'en 2016, les compensations relatives aux exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE) appliquées aux immeubles rattachés à des entreprises et situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPPV), mentionnées au II de l'article 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, ne figuraient pas dans le champ des compensations perçues par les EPCI issus de fusion, mentionnées aux points A et B du II et au III de l'article 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004.

L'article 75 de la loi de finances rectificative pour 2016 prévoit désormais le maintien de cette compensation pour les EPCI issus de fusion.

2. Procédure de versement des allocations compensatrices

2.1. L'établissement des arrêtés de versement

Les comptes à utiliser, pour verser ces dotations financées par prélèvement sur les recettes de l'État, sont signalés en annexe 1 de la présente instruction. Les montants vous sont communiqués par les services de fiscalité directe locale des directions départementales ou régionales des finances publiques au moyen d'un état récapitulatif dont les modèles vous sont présentés en annexe 2.

Sur la base de ces états, vous prendrez les arrêtés de versement suivants, par niveau de collectivités et par nature d'exonérations compensées, puis vous le transmettez à la direction régionale ou départementale des finances publiques, accompagné d'un état récapitulatif – classé par trésorerie – indiquant le montant de chaque compensation attribuée individuellement à chaque collectivité.

Pour le niveau communal (communes et EPCI):

- un arrêté pour la DUCSTP;
- un arrêté global pour les compensations d'exonérations de CFE et CVAE;
- un arrêté pour la compensation d'exonération de TH;
- un arrêté global pour les compensations d'exonérations de TFPB;
- un arrêté global pour les compensations d'exonérations de TFPNB;
- un arrêté pour la dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants.

Pour le niveau départemental:

- un arrêté global pour la DTCE-FDL;
- un arrêté global pour les compensations d'exonérations de CVAE;
- un arrêté global pour les compensations d'exonérations de TFPB.

Pour le niveau régional:

- un arrêté global pour la DTCE-FDL;
- un arrêté global pour les compensations d'exonérations de CVAE.

À cette fin, vous trouverez en annexe 3 un exemple d'arrêté relatif au versement de la *dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle*. Il vous appartient de l'adapter aux autres allocations compensatrices.

Les arrêtés de versement devront comporter le numéro du compte, son code CDR, la précision « non interfacé », l'intitulé du compte, l'objet de l'écriture, ainsi que l'année à laquelle celle-ci se rapporte. Ces arrêtés devront être transmis aux directions régionales ou départementales des finances publiques (services comptabilité), accompagnés des états produits par les services de la fiscalité directe locale.

Chaque collectivité recevra alors la notification du montant de ses compensations par lettre individualisée, accompagnée d'une copie de l'arrêté préfectoral et de l'état récapitulatif des allocations compensatrices lui revenant.

2.2. La périodicité des versements

Les règles relatives à la périodicité des versements des allocations compensatrices ont été précisées par les circulaires n° NOR : MCTB0600079C du 21 novembre 2006 relative à la périodicité des versements des dotations de l'État et des compensations fiscales aux collectivités territoriales, des avances sur douzièmes et du produit de fiscalité partagée et n° NOR : MCTB0700018C du 22 février 2007 relative aux compensations versées en 2007 aux collectivités locales pour les exonérations relatives à la fiscalité locale décidées par l'État.

La périodicité à retenir (mensuelle ou annuelle) n'est plus déterminée en fonction d'un seuil prédéfini. C'est pourquoi elle est laissée à votre appréciation, qui doit tenir compte du contexte local et faire l'objet, le cas échéant, d'un échange avec les collectivités concernées.

En général, il apparaît qu'un versement fractionné (par mensualités) est la solution la plus appropriée, à l'exception des montants les plus faibles.

Aucune avance ne doit être versée pour les premiers mois de l'année tant que les montants des compensations ne sont pas connus.

En fonction de la date de réception des tableaux récapitulatifs des montants des allocations compensatrices et de la présente instruction, le versement fractionné sera opéré selon les modalités suivantes: le montant du premier versement mensuel sera égal à un douzième de la compensation, multiplié par un nombre de mois décompté de janvier au mois de versement. Si, par exemple, le premier versement est effectué en juin, le montant à verser au titre de ce mois sera égal à six douzièmes du montant de la compensation. À compter du deuxième versement et jusqu'au mois de décembre, un douzième du montant de la compensation sera versé chaque mois.

2.3. Code CDR supplémentaire relatif aux DMTO

Pour rappel, un code CDR supplémentaire a été créé en 2016 afin de distinguer ce qui relève de la fiscalité indirecte au sein du prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale. Il s'agit du code CDR COL0303000, intitulé «PSR Compensation exonération fiscalité indirecte», compte 4651100000. Ainsi, ce nouveau code CDR comprend :

- la compensation de l'exonération de droit d'enregistrement de l'abattement à la base voté par les conseils départementaux dans les zones de revitalisation rurale prévue à l'article 1594 F *ter* du code général des impôts;
- la compensation de l'exonération de droit d'enregistrement de réduction des seuils des fractions de valeurs taxables en matière de droits de mutation à titre onéreux des fonds de commerce;
- la compensation de l'allègement des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement de cessions de fonds de commerce.

*
* *

Pour toute difficulté dans l'application de cette instruction, il vous est possible de saisir la direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau de la fiscalité locale :

☎ : 01 49 27 31 59

Mail: dgcl-sdflae-fl1-secretariat@interieur.gouv.fr

Fait le 22 juin 2017.

Le directeur général des collectivités locales,
B. DELSOL

ANNEXE 1

TABLEAU SYNOPSIS DES INFORMATIONS UTILES À L'ÉLABORATION DES ARRÊTÉS DE VERSEMENT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES

COMPENSATIONS VERSÉES AU TITRE DE L'EXONÉRATION	COLLECTIVITÉS ou GROUPEMENTS BÉNÉFICIAIRES	EMPLACEMENT DANS LES TABLEAUX DGFIP (Annexe 2)	EMPLACEMENT DANS LES ÉTATS FISCAUX	N° DE COMPTE à VISER (identique pour toutes les exonérations de TH)
<p>Exonération des personnes de conditions modestes (ECF) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les titulaires de l'allocation solidarité ou supplémentaire d'invalidité ; - les bénéficiaires de l'AAH selon revenus ; - les infirmes ou invalides selon revenus ; - les personnes âgées de plus de 60 ans selon revenus ; - les veufs ou veuves selon revenus. 	Communes	Tableau 4 – Colonne 10	<p>ETAT 1259</p> <p>III - 1. : Détail des allocations compensatrices</p> <p>Taxe d'habitation</p>	<p>N° DE COMPTE ETAT à DEBITER</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL0301000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 310701 <p>N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ pour M 14 : 74835 – État - Compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation
	EPCI	Tableau 7 – Colonne 10		<p>N° DE COMPTE ETAT à DEBITER</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL9001000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 313001 <p>N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ pour M 14 : 7488 – Autres attributions et participations
TAXE D'HABITATION	Communes	Tableau 4 – Colonne 15 ou 16	<p>ETAT 1259</p> <p>III - 1. : Détail des allocations compensatrices - Allocation pour perte de THLV</p>	<p>N° DE COMPTE ETAT à DEBITER</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL9001000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 313001 <p>N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ pour M 14 : 7488 – Autres attributions et participations
	EPCI	Tableau 7 – Colonne 15 ou 16		<p>N° DE COMPTE ETAT à DEBITER</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL9001000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 313001 <p>N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ pour M 14 : 7488 – Autres attributions et participations
				<p>THLV : taxe d'habitation sur les logements vacants</p>

COMPENSATIONS VERSÉES AU TITRE DE L'EXONÉRATION	COLLECTIVITÉS ou GROUPEMENTS BÉNÉFICIAIRES	EMPLACEMENT DANS LES TABLEAUX DGFI (Annexe 2)	EMPLACEMENT DANS LES ÉTATS FISCAUX	N° DE COMPTE à VISER (identique pour toutes les exonérations de TFPB)
<p>TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES</p> <p>Exonération des personnes de conditions modestes (ECF) - les titulaires de l'allocation solidarité ou supplémentaire d'invalidité ; - les bénéficiaires de l'AAH selon revenus ; - les redevables âgés de plus de 75 ans selon revenus.</p> <p>Exonérations des immeubles professionnels situés dans les zones franches urbaines : ZFU 3^e génération</p> <p>Exonérations des immeubles professionnels situés dans les quartiers prioritaires de politique de la ville</p> <p>Exonération de longue durée pour les constructions neuves et les logements sociaux :</p> <p>Exonération de 10 ans des constructions neuves en accession à la propriété. Exonération de 15 ans pour des constructions neuves en accession à la propriété situées dans certains immeubles, les constructions neuves ou logements acquis à usage locatif affectés à l'habitation principale financés au moyen de prêts aidés par l'État, les logements neufs affectés à l'habitation principale en contrat de location-accession, les logements détenus par l'Établissement public de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais sous convention, et les locaux acquis, aménagés ou construits en vue de l'hébergement temporaire ou d'urgence.</p>	Communes & EPCI	Tableau 3 ou 6 – Colonne 2	N° DE COMPTE ETAT à DEBITER ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL0301000 (non interface) ⇒ Compte budgétaire 310701	
	Départements	Tableau 10 – Colonne 1	<p>ÉTATS 1259/1253</p> <p>III – 1. : Détail des allocations compensatrices – Taxe foncière (bâti)</p>	<p>N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER ⇒ pour M.14 : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières ⇒ pour M.52 : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties</p>
	Communes EPCI	Tableau 3 – Colonne 4		
	Départements	Tableau 6 – Colonne 4		
Communes EPCI	Tableau 10 – Colonne 3	Tableau 3 – Colonne 5	<p>N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER ⇒ pour M.14 : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières ⇒ pour M.52 : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties</p>	
Départements	Tableau 6 – Colonne 5	Tableau 10 – Colonne 3		
	Communes EPCI	Tableau 3 – Colonne 6		
	Départements	Tableau 6 – Colonne 6		

TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES	
<p>Exonération de 20 ans pour les constructions neuves à usage locatif affectées à l'habitation principale si le chantier a été ouvert après le 1er janvier 2002 (conditions liées aux qualités environnementales). Extension d'exonération de 20 à 30 ans selon conditions de date d'octroi de prêt (entre 2004 et 2014).</p>	<p>Id.</p>
<p>Exonération de 10 ans des constructions neuves en accession à la propriété.</p>	<p>Id.</p>
<p>Abattement de 30 % sur les bases des logements à usage locatif appartenant à des organismes et logements d'habitations à loyer modéré dans les QPPV</p>	<p>Communes EPCI Départements</p>
<p>Exonération des logements pris à bail à réhabilitation, à compter du 1^{er} janvier 2005 dans les conditions fixées par les articles L. 252-1 à L. 252-4 du code de la construction et de l'habitation</p>	<p>Communes EPCI Départements</p>
<p>Abattement de 30 % sur les bases de certains logements faisant l'objet de travaux dans les DOM (travaux antisismiques)</p>	<p>Communes EPCI Départements</p>
<p>Abattement dégressif des bases des immeubles situés dans les Zones Franches Globales d'Activités des DOM</p>	<p>Communes EPCI Départements</p>
<p>Id.</p>	<p>Tableau 3 ou 6 – Colonne 3 Tableau 10 – Colonne 4</p>
<p>Id.</p>	<p>Tableau 10 – Colonne 2</p>
<p>Id.</p>	<p>Tableau 3 – Colonne 7 Tableau 6 - Colonne 7</p>
<p>Id.</p>	<p>Tableau 10 – Colonne 5</p>
<p>Id.</p>	<p>Tableau 3 ou 7 – Colonne 8</p>
<p>Id.</p>	<p>Tableau 10 – Colonne 6</p>
<p>ETATS 1259/1253</p> <p>III - 1. : Détail des allocations compensatrices – Taxe foncière (bâti)</p>	
<p>N° DE COMPTE ETAT à DEBITER ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL0301000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 310701</p> <p>« Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre des compensations d'exonérations relatives à la fiscalité locale »</p> <p>N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER ⇒ pour M 14 : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières ⇒ pour M 52 : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties</p>	

COMPENSATIONS VERSÉES AU TITRE DE L'EXONÉRATION	COLLECTIVITÉS ou GROUPEMENTS BÉNÉFICIAIRES	EMPLACEMENT DANS LES TABLEAUX DGFIP (Annexe 2)	EMPLACEMENT DANS LES ÉTATS FISCAUX	N° DE COMPTE à VISER (identique pour toutes les exonérations de TFPNB)
TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES	Exonération de la part communale des terrains plantés en bois.	Tableau 4 ou 7 – Colonne 11	ETAT 1259 III - 1. : Détail des allocations compensatrices - Taxe foncière (non bâti)	N° DE COMPTE ETAT à DEBITER ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL0301000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 310701
	Exonération de la part communale des terrains situés dans un site « Natura 2000 ».	Tableau 4 ou 7 – Colonne 12		N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER ⇒ pour M 14 : 74834 – État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières
	Exonération de la part communale des terres agricoles de Corse.	Tableau 4 ou 7 – Colonne 13		
	Exonération de 20 % de la part communale des terres agricoles situées hors de Corse.	Tableau 4 ou 7 – Colonne 13		
	Abattement dégressif des bases des immeubles situés dans les Zones Franches Globales d'Activités des DOM.	Tableau 4 ou 7 – Colonne 13 ou 14		

COMPENSATIONS VERSÉES AU TITRE DE L'EXONÉRATION	COLLECTIVITÉS ou GROUPEMENTS BÉNÉFICIAIRES	EMPLACEMENT DANS LES TABLEAUX DGFIP (Annexe 2)	EMPLACEMENT DANS LES ÉTATS FISCAUX	N° DE COMPTE à VISER (identique pour toutes les exonérations de TFPNB)
⚠ Il existe des tableaux de la DGFIP spécifiques à la Corse pour les communes et les EPCI (tableaux 2 et 6)				
FISCALITE PROFESSIONNELLE ~ CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE				
ALLOCATIONS COMPENSATRICES A VERSER POUR LES EXONERATIONS DE CFE ET CVAE				
Réduction pour création d'entreprises (RCE)	Communes & EPCI	Tableau 1 ou 5 – Colonne 4 (Hors Corse) Tableau 2 ou 8 – Colonne 4 (Corse)	ETAT 1259 III – 1. : Détail des allocations compensatrices - Taxe professionnelle / CFE	N° DE COMPTE ETAT à DEBITER ⇒ Compte 4651100000 ⇒ Code CDR COL0301000 (non interfacé) ⇒ Compte budgétaire 310701
Exonération dans les ZRR Elle concerne : les créations ; les extensions ; les décentralisations ; les reconversions ; les reprises d'établissements en difficulté.	Communes & EPCI	Tableau 1 ou 5 – Colonne 5 (Hors Corse) Tableau 2 ou 8 – Colonne 5 (Corse)	ETAT 1253 III – 2 b. CVAE – Dégrevements et exonérations	N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER ⇒ Pour la M14 (la M52 et la M71) : 74833 Etat - Compensation au titre de contribution économique territoriale (CVAE et CFE).
Exonération dans les ZFU L'exonération concerne les créations et extensions.	Communes & EPCI	Tableau 1 ou 5 – Colonne 7	Tableau 1 ou 5 – Colonne 7	
Abattement dégressif des bases des immeubles situés dans les Zones Franches Globales d'Activités des DOM	Communes & EPCI	Tableau 1 ou 5 – Colonne 8	Tableau 1 ou 5 – Colonne 8	
Abattement part communale en Corse	Communes & EPCI	Tableau 2 ou 6 – Colonne 7	Tableau 2 ou 6 – Colonne 7	
Compensations relatives à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	Communes & EPCI Départements & Régions	Tableau 1 ou 5 – Colonne 10 (Hors Corse) Tableau 2 ou 8 – Colonne 9 (Corse) Tableau 9 ou 11 – Colonne 1	Tableau 1 ou 5 – Colonne 10 Tableau 2 ou 8 – Colonne 9 Tableau 9 ou 11 – Colonne 1	

COMPENSATIONS VERSÉES AU TITRE DE L'EXONÉRATION	COLLECTIVITÉS ou GROUPEMENTS BÉNÉFICIAIRES	EMPLACEMENT DANS LES TABLEAUX DGFIP (Annexe 2)	EMPLACEMENT DANS LES ÉTATS FISCAUX	N° DE COMPTE à VISER (identique pour toutes les exonérations de TFPNB)
<p>FISCALITE PROFESSIONNELLE ~ CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE</p> <p>DOTATIONS DE SUBSTITUTION D'ANCIENNES ALLOCATIONS</p> <p>COMPENSATRICES DE FISCALITE</p>	<p>Départements</p> <p>Régions</p> <p>Collectivité territoriale de Corse</p>	Tableau 9 – colonne 2 (Départements)	<p>ETATS 1259 ou 1253</p> <p>III – 1. Détail des allocations compensatrices -</p> <p>Taxe professionnelle / CFE</p> <p>a. Dotation unique spécifique (TP)</p>	<p>N° DE COMPTE ETAT à DEBITER</p> <p>⇒ Compte 4651200000</p> <p>Pour la DTCE-FDL :</p> <p>⇒ Code CDR COL.5901000 (non interfacé)</p> <p>⇒ Compte budgétaire 312301</p> <p>Pour la DUCSTP :</p> <p>⇒ Code CDR COL.6001000 (non interfacé)</p> <p>⇒ Compte budgétaire 312601</p> <p>N° DE COMPTE COLLECTIVITE A CREDITER</p> <p>Pour la M52 et la M71 : 74835 Dotation pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale.</p> <p>Pour la M14 : 748314 Etat – Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle</p>
		Tableau 11 – colonne 2 (Régions et Corse)		Tableau 1 ou 5 – colonnes 2 et 3 (Hors Corse)
		Tableau 2 ou 8 – colonnes 2 et 3 (Corse)		
<p>Dotation de compensation pour transferts des compensations d'exonération de fiscalité directe locale (DTCE-FDL) des Départements et des Régions</p>	Communes & EPCI	Tableau 2 ou 8 – colonnes 2 et 3 (Corse)		
<p>Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (DUCSTP) : regroupe la DCTP et la dotation pour réduction de recettes.</p>				

ANNEXE 2

TABLEAUX TYPES TRANSMIS PAR LES SERVICES DE FISCALITÉ DIRECTE LOCALE
DES DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES/RÉGIONALES DES FINANCES PUBLIQUES

HORS CORSE

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE CFE
ET DE CVAE REVENANT AUX COMMUNES EN N

Tableau 1

TRESORERIE : [code] [nom de la trésorerie]

NOM DES COMMUNES (code INSEE)	DUCSTP		CFE						CVAE
	Plaf Tx TP 83 Réduction sal. Abatement 16%	REDUCTION RECETTES	REDUCTION CREATION ETABLISSEMT	ZONE REVITAL. RURALE	ZONE FRANICHE URBAINE	ZONE FRANICHE DOM	TOTAL colonnes 4 à 8		
1		4651200000 code CDR COL6001000 compte budgétaire 312601							ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701
[CODE][NOM]	2	3	4	5	6	7	8	9	10
TOTAL TRESORERIE									
<31 caractères>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<16 car.>	<16 car.>

CORSE

Tableau 2

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Edition du xx / xx / xx / xx

Direction : [Nom du département]

Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE CFE
ET DE CVAE REVENANT AUX COMMUNES EN N

TRESORERIE : [code] [nom de la trésorerie]

NOM DES COMMUNES (code INSEE)	DUCSTP		CFE				TOTAL colonnes 4 à 7	CVAE
	Plaf Tx TP 83 Réduction salaires Abattement 16 %	REDUCTION RECETTES	REDUCTION POUR CREATION ETABLISSEMENT	ZONE REVITAL. RURALE	QPPV	ABATT. 25 % CORSE		
1	2	3	4	5	6	7	8	9
[CODE] [NOM]								
TOTAL TRESORERIE								

ETAT N. 4651100000
code CDR COL0301000
compte budgétaire 310701

ETAT N. 4651100000
code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701

4651200000
code CDR COL6001000
compte budgétaire 312601

<16 car.>

<16 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<31 caractères>

Tableau 3

Edition du xx / xx / xx
Page : x

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
Direction : [Nom du département]

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE TAXE FONCIERE
SUR LES PROPRIETES BATIES REVENANT AUX COMMUNES EN N
(grille identique pour la Corse)

TRESORERIE : [code] [nom de la trésorerie]

NOM DES COMMUNES (code INSEE) [CODE][NOM]	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TOTAL
	EXONERATIONS PERS. DE CONDITION MODESTE	Abat 30 % EXO CV (Ex-ZT) et Bx à REHAB	EXO. ZFU 3 ^{ème} génération	Exo OPPV	EXONERATIONS DE LONGUE DUREE (ETAT 1395)	EXONERATIONS CONSTRUCTIONS ANTISISMQUES DOM	ZONE FRANCHE DOM	colonne 2 à 8	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
[CODE][NOM]									
TOTAL TRESORERIE									
<31 caractères>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<16 car.>	

Tableau 4

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
 Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx
 Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE TAXE FONCIERE
 SUR LES PROPRIETES NON BATIES ET DE TAXE D'HABITATION REVENANT AUX COMMUNES EN N
 (grille identique pour la Corse)

TRESORERIE : [code] [nom de la trésorerie]

NOM DES COMMUNES (code INSEE) [CODE] [NOM]	TH	TFNB	TFNB	TFNB	TFNB	TFNB	TFNB	TOTAL	THLV
	EXONERATIONS PERS. DE CONDITION MODESTE	EXONERATIONS DE LONGUE DUREE BOIS (ETAT 1395f)	EXONERATIONS NATURA 2000	EXONERATIONS TERRES AGRICOLES	PARCS NATIONAUX ¹	ZONE FRANCHE DOM	Colonnes 10 à 14		
1	10	11	12	13	14	15	16		
[CODE] [NOM]									
TOTAL TRESORERIE									
<31 caractères>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<16 car.>	<10 car.>

¹ La colonne "parcs nationaux" ne concerne que les DOM. Elle n'apparaît pas pour les autres départements. Si la colonne "parcs nationaux" n'est pas présente, les numéros de colonnes sont réattribués.

Tableau 5

HORS CORSE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx

Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE CFE
 ET DE CVAE REVENANT AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES EN N
 [grille identique pour communautés urbaines et communautés d'agglomération]

COMMUNAUTE DE COMMUNES	DUCSTP		CFE							CVAE
	Réduction salaires Abattement 16 %	REDUCTION RECETTES	REDUCTION POUR CREATION ETABLISSEMENT	ZONE REVITAL. RURALE	QPPV	ZONE FRANCHE URBAINE	ZONE FRANCHE DOM	TOTAL colonnes 4 à 8		
DESIGNATION DES EPCI	4651200000	code CDR COL6001000 compte budgétaire 312601	ETAT N 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701							ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
[CODE] [NOM]										
TOTAL										

<16 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<31 caractères>

Tableau 6

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
 Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx
 Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE TAXE FONCIERE
 SUR LES PROPRIETES BATIES REVENANT AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES EN N
 [grille identique pour communautés urbaines et communautés d'agglomération]

COMMUNAUTE DE COMMUNES DESIGNATION DES EPCI	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TFB	TOTAL
	EXONERATIONS PERS. DE CONDITION MODESTE	Abat 30 % EXO CV (Ex-ZT) et Ex à REHAB	EXO. ZFU 3 ^e génération	Exo QPPV	EXONERATIONS DE LONGUE DUREE (ETAT 1395)	EXONERATIONS CONSTRUCTIONS ANTISISMQUES DOM	ZONE FRANCHE DOM	TOTAL		
1		3	4	5	6	7	8	9	colonnes 2 à 8	
[CODE] [NOM]										
TOTAL										

ETAT N 4651100000 code CDR COL 0301000 compte budgétaire 310701

<10 car.> <16 car.>

Tableau 7

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
 Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx
 Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE TAXE FONCIERE
 SUR LES PROPRIETES NON BATIES ET DE TAXE D'HABITATION REVENANT AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES EN N
 [grille identique pour communautés urbaines et communautés d'agglomération]

COMMUNAUTE DE COMMUNES DESIGNATION DES EPCI	TH	TFNB	TFNB	TFNB	TFNB	TFNB	TFNB	TOTAL	THLV
	EXONERATIONS PERS. DE CONDITION MODESTE	EXONERATIONS DE LONGUE DUREE BOIS (ETAT 1395)	EXONERATIONS NATURA 2000	EXONERATIONS TERRES AGRICOLES	PARCS NATIONAUX ²	ZONE FRANCHE DOM	Colonnes 9 à 14		
1	10	11	12	13	14	15	16		
[CODE] [NOM]									
TOTAL									
<31 caractères>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<16 car.>	<10 car.>

² La colonne "parcs nationaux" ne concerne que les DOM. Elle n'apparaît pas pour les autres départements. Si la colonne "parcs nationaux" n'est pas présente, les numéros de colonnes sont réattribués.

CORSE

Tableau 8

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
 Direction : [Nom du département]

Edition du xx / xx / xx / xx
 Page : x

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE CFE
 ET DE CVAE REVENANT AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES EN N
 [grille identique pour communautés urbaines et communautés d'agglomération]

COMMUNAUTE DE COMMUNES	DUCSTP		CFE					TOTAL colonnes 4 à 7	CVAE
	Plaf Tx TP 83 Réduction salaires Abattement 16 %	REDUCTION RECETTES	REDUCTION POUR CREATION ETABLISSEMENT	ZONE REVITAL. RURALE	QPPV	ABATT. 25 % CORSE			
1	ETAT N 4651200000 code CDR COL6001000 compte budgétaire 312601	2	3	4	5	6	7	8	9
[CODE][NOM]									
TOTAL									

<31 caractères>

<10 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<10 car.>

<16 car.>

<16 car.>

Tableau 9

Edition du xx / xx / xx
Page : x

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
Direction : [Nom du département]

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DE CVAE ET DE DOTATION POUR TRANSFERT DES COMPENSATIONS
DE FISCALITE DIRECTE LOCALE REVENANT AU **DEPARTEMENT** EN N

CVAE	DOTATION POUR TRANSFERT DE COMPENSATIONS D'EXONERATIONS
ETAT N. 4651100000	ETAT n° 4651200000
code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701	code CDR COL5901000 compte budgétaire 312301
1	2
<16 car.>	<16 car.>

Pour le département 69, ajout du tableau ci-dessous :

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DE CVAE ET DE DOTATION POUR TRANSFERT DES COMPENSATIONS
DE FISCALITE DIRECTE LOCALE REVENANT A LA **METROPOLE DU GRAND LYON** EN N

DOTATION POUR TRANSFERT DE COMPENSATIONS D'EXONERATIONS
ETAT n° 4651200000
code CDR COL5901000 compte budgétaire 312301
1
<16 car.>

Tableau 10

Edition du xx / xx / xx
Page : x

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
Direction : [Nom du département]

ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES
DES TAXES FONCIERES SUR LES PROPRIETES BATIES REVENANT AU **DEPARTEMENT OU A LA CTU EN N**

TFPB						
EXONERATIONS PERS. DE CONDITION MODESTE	BAUX A REHABILITATION ET CONTRAT de VILLE (RC)	EXO. ZFU 3 ^e génération	Exo QPPV	ABATTEMENT CONSTRUCTIONS ANTISISMISTIQUES DOM	ZONE FRANCHE DOM	TOTAL des colonnes 1 à 6
ETAT N. 4651100000 code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701						
1	2	3	4	5	6	7
<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<10 car.>	<16 car.>

Tableau 11

Edition du xx / xx / xx
Page : xDIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
Direction : [Nom du département]ETAT RECAPITULATIF DU MONTANT DE CVAE ET DE DOTATION POUR TRANSFERT DES COMPENSATIONS
DE FISCALITE DIRECTE LOCALE REVENANT A LA REGION ou A LA CTU EN N

CVAE	DOTATION POUR TRANSFERT DE COMPENSATIONS D'EXONERATIONS
ETAT N. 4651100000	ETAT n° 4651200000
code CDR COL0301000 compte budgétaire 310701	code CDR COL5901000 compte budgétaire 312301
1	2
<16 car.>	<16 car.>

ANNEXE 3

EXEMPLE D'ARRÊTÉ RELATIF AU VERSEMENT DE LA DOTATION UNIQUE
DES COMPENSATIONS SPÉCIFIQUES À LA TAXE PROFESSIONNELLE

Timbre de la préfecture de ...

ARRÊTÉ N°

Portant versement de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de ... – Année 2017

Le préfet,

Vu le I du III de l'article 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

Vu le L du II de l'article 33 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ;

Sur la proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE:

Article 1^{er}

Il est alloué aux collectivités et à leurs groupements désignés en annexe, en application des dispositions visées ci-dessus, pour l'année 2017, une somme globale de **XXX €**, qui sera versée selon les modalités définies à l'article 2.

Article 2

Ces sommes seront prélevées sur le compte 4651200000 – code CDR : COL6001000 (non interfacé) «prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle» (communes et groupements à fiscalité propre).

Article 3

MM. le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental [ou régional] des finances publiques de **XXX** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à **XXX**, le **XXX**

Le préfet,

**Allocations versées au titre de la dotation unique des compensations spécifiques
à la taxe professionnelle – exercice 2017**

NOM DE LA COLLECTIVITÉ	DOTATION totale collectivité	VERSEMENT de juin	VERSEMENT mensuel à compter de juillet
Trésorerie de XXX			
xxx			
xxx			
Total trésorerie			
Trésorerie de XXX			
xxx			
xxx			
Total trésorerie			
Total Paierie départementale			
Total général			
Montant du versement à l'ensemble des collectivités du département: montant en toute lettre			